

Direction Générale des Finances Publiques

Saint-Etienne, le 04/08/2025

Direction départementale des Finances Publiques de la LOIRE

Pôle Ressources et Gestion État

Pôle d'évaluation domaniale de la LOIRE

11 rue Mi-Carême – BP 502

42007 SAINT-ÉTIENNE Cedex 1

Téléphone : 04 77 47 86 98

Courriel : ddfip42.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le Directeur départemental des Finances
publiques de la LOIRE

à

Commune d'AUBENAS
4 place de l'Hôtel de ville
CS 50128
07202 Aubenas Cedex

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Vincent ZOUMBOULAKIS

Téléphone : 07 77 47 85 92

courriel : vincent.zoumboulakis@dgfip.finances.gouv.fr

N° dossier DS 25632565

N° dossier OSE 2025-07019-57146

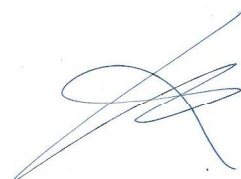
Lettre valant avis du Domaine

OBJET : Saisine pour prorogation de la valeur vénale fixée par l'avis n° 2024-07019-43133

Par une saisine en date du 01/08/2025, vous sollicitez la prorogation de la valeur vénale des emprises des parcelles Section A n° 3589, 14 rue Bossuet 07200 AUBENAS, pour partie soit environ 70 m² (à confirmer lors de l'arpentage), en vue de la cession dans le cadre d'un échange. En effet, vous indiquez que le précédent avis du 28/06/2024 (n° 2024-07019-43133) est désormais révolu. Par ailleurs, vous ne rapportez pas d'éventuelles modifications concernant les parcelles depuis la précédente évaluation par le Pôle d'évaluation de la Loire.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, du caractère du bien qui n'est pas soumis aux fluctuations d'un marché actif, la valeur vénale fixée à 85 € HT au m², hors droits et charges, est reconduite. Le présent avis est valable 12 mois.

Pour le Directeur et par délégation,
L'évaluateur



Vincent ZOUMBOULAKIS,
Inspecteur des Finances Publiques

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20250924-DEL2025-165-DE
Date de télétransmission : 26/09/2025
Date de réception en préfecture : 26/09/2025

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.